



REPRÉSENTATION PERMANENTE
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
A GENÈVE

**15^e Session spéciale du Conseil des Droits de l'homme
sur la situation des droits de l'homme dans la Jamahiriya Arabe Libyenne
(25 février 2011)**

**Intervention du Luxembourg, prononcée par M. Jean FEYDER,
Représentant permanent**

Monsieur le Président,

Je me rallie à la déclaration faite ce matin par la Hongrie au nom de l'UE.

Le Luxembourg s'est joint à 53 pays de différentes régions du monde qui ont demandé la tenue de cette session spéciale.

Il est consterné par les événements qui se déroulent en Libye. Il condamne les violations flagrantes des droits de l'Homme dans ce pays et la répression féroce, y compris militaire, qui ne cesse de s'abattre contre des manifestants pacifiques. Nous sommes gravement préoccupés par la guerre civile qui y sévit. Nous déplorons la mort de plusieurs centaines sinon de milliers de personnes ainsi que le nombre très élevé de personnes blessées.

Nous demandons un arrêt immédiat de ces violations, de cette violence et de cette répression. Les autorités libyennes doivent assumer toute leur responsabilité et leur devoir de protection de leur propre population. Nous appuyons la demande du Haut Commissaire aux droits de l'homme, qu'une enquête indépendante et rapide soit menée afin d'identifier les faits exacts et les responsables de ces massacres qui devront répondre de leurs actes. Aucune impunité ne saurait être tolérée. Membre de ce Conseil, la Libye ne participe pas à ce débat important qui la concerne en premier lieu. Ce qui précède doit nous conduire à nous interroger si ce pays remplit encore les critères pour continuer à participer aux travaux de ce Conseil. Face au drame humain créé par l'exode massif surtout de travailleurs émigrés, la communauté internationale doit faire preuve de solidarité.

Nous souhaitons que notre Conseil adopte par consensus la résolution que mon pays a coparrainée et envoie ainsi un message fort et univoque aux autorités libyennes. Cela dit, nous constatons que notre Conseil n'a pas été parmi les premières organisations internationales à réagir et à se mettre dès le début du côté des victimes de ce déferlement de violence et de ces violations. C'est pourquoi je dois regretter que l'occasion de l'exercice du réexamen du fonctionnement du Conseil n'ait pas été saisie pour le doter de modalités de travail plus flexibles et pour renforcer sa crédibilité.

Je vous remercie.